

# D'où vient et où va la Résistance algérienne? (1)

III

L'insurrection lancée avec des effectifs réduits conquiert rapidement la majorité des cadres nationalistes, les meilleurs, les plus dévoués des militants et, facteur décisif, le large appui des masses dans les villes et les campagnes. Les dirigeants traditionnels restèrent pour la plupart à l'écart du mouvement. Les centralistes et Abbas mirent discrètement en garde les militants contre l'aventure. Les dirigeants du P.C.A. déconseillèrent également au premier abord la participation du mouvement. Messali, ne voulant abdiquer sa prééminence, espéra au bout de quelques mois, rattraper son retard et coiffer l'insurrection par son prestige personnel.

En juin 1955, le F.L.N. dénonce encore l'attitude de ces diverses directions en marge du mouvement, essayant de freiner l'action ou de la doubler maladroitement. Il dénie aux dirigeants le droit de mener quelques tractations que ce soit pouvant engager l'Armée de Libération Nationale qui mène le combat, les invitant « à retrousser les manches et à mettre la main à la pâte » s'ils désirent que les combattants puissent les écouter un jour.

Le F.L.N. précise à cette occasion qu'il entend œuvrer au rassemblement le plus large du peuple algérien dépassant les cadres périmés des anciens partis :

« Le F.L.N. n'est pas la reconstitution du M.T.L.D. Le F.L.N. est le rassemblement de toutes les énergies saines du peuple algérien. Le M.T.L.D. pensait que la libération de l'Algérie serait l'œuvre du Parti. C'est faux. Le F.L.N. lui, affirme que la libération de l'Algérie sera l'œuvre de tous les Algériens et non pas celle d'une fraction du peuple algérien quelle que soit son importance. C'est pourquoi le F.L.N. tiendra toujours compte dans sa lutte de toutes les forces anti-colonialistes, même si celles-ci échappent encore à son contrôle. »

Prévoyant une lutte longue et exceptionnelle acharnée avec l'impérialisme avant de faire prévaloir la revendication d'indépendance du peuple algérien, les militants qui ont pris l'initiative du combat et créé le F.L.N., expression politique de l'Armée de Libération, estiment que l'ensemble des couches algériennes doivent être mobilisées pour concourir à la bataille décisive, sans merci. A ce souci de la mobilisation totale des forces se joint bientôt la préoccupation de ne laisser aucune place à une manœuvre baobadiste de la part de l'impérialisme qui conduira par la suite le F.L.N. à tendre la perche jusqu'aux mal-élus de l'administration qui abandonneront massivement leurs mandats pour marquer leur solidarité avec le peuple algérien, geste qui leur est imposé par la puissance irrésistible du mouvement en même temps que par le désir de sauver leurs vies et de se dédouaner s'il en est encore temps.

Le rapport des forces permit au F.L.N. d'obtenir les ralliements les plus larges et les plus inattendus — depuis le P.C.A. jusqu'aux créatures les plus authentiques de l'administration — sans avoir à donner des gages. La force irrésistible du mouvement entraîna la dissolution des anciennes formations : centralistes du M.T.L.M., U.D.M.A. de Ferhat Abbas, Oulemas. Les dirigeants isolés, abandonnés par leurs troupes, rejoignirent le F.L.N. quand ils eurent acquis la certitude qu'ils ne pouvaient plus tenir un rôle autonome. Le P.C.A. abandonné par un grand nombre de militants, acculé à une posture périlleuse par la politique du P.C.F. se lança hardiment dans l'action armée, intégra ses forces militaires dans l'Armée de Libération, accorda un soutien inconditionnel au F.L.N. tout en maintenant l'autonomie politique du P.C.A.

Les militants peu connus du F.L.N. avaient une raison supplémentaire d'accueillir les anciens dirigeants qui était d'asseoir plus largement l'autorité du F.L.N. sur le plan international dans les pays asiatiques et arabes et à l'O.N.U., en tant qu'émanation authentique du peuple algérien. Les militants algériens étaient d'autant plus portés à attacher une importance croissante au facteur de la diplomatie internationale que l'ap-

pui du prolétariat français qui pouvait être décisif au lendemain du 2 janvier 1956 et lors de la mobilisation des « rappelés » a fait cruellement défaut. Si bien que l'on peut affirmer que c'est la trahison des partis ouvriers traditionnels qui a imposé la politique de réconciliation nationale (réconciliation bien relative en réalité) que les militants algériens ont dû pratiquer et ont assuré le retour sur le devant de la scène de personnages comme Ferhat Abbas.

Il est remarquable de constater que les concessions du F.L.N., acculé à une situation difficile, ont été minimes à ce jour. De bons esprits se sont vite écriés : le F.L.N. est aux mains des centralistes, le F.L.N. c'est Ferhat Abbas. En réalité les cadres révolutionnaires qui ont lancé l'action et qui sont les dirigeants incontestables de la révolution algérienne au stade actuel, ont refusé de livrer le mouvement aux anciennes directions. Ayant rallié autour d'elle l'énorme majorité des militants de tout horizon et les grandes masses du pays, dirigeant la lutte armée, cette nouvelle direction s'est refusée au replâtrage artificiel par les sommets d'organisations qui se sont désintégrés parce qu'étant dépassés, n'ayant plus de justification. Tirant les enseignements des mouvements de résistance dans les autres pays ainsi qu'en Tunisie et au Maroc, les cadres algériens ont refusé d'être la piétaille des directions traditionnelles dont l'action s'est soldée par un échec à des degrés divers.

D'où le principe chaque fois réaffirmé de la primauté des dirigeants menant le combat à l'intérieur du pays. La composition de la direction du F.L.N. fait justice de toutes les allégations sur la prétendue direction bourgeoise du mouvement. Parmi les 34 membres du Conseil National de la Révolution Algérienne désignés au Congrès clandestin qui s'est tenu dans le maquis le 25 août 1956 nous trouvons dans les 17 titulaires Ferhat Abbas, un ancien oulema et un ancien centraliste Yazid, rallié au F.L.N. dès les premiers jours. Les 14 autres membres titulaires sont pour la plupart des éléments initiateurs de l'insurrection, de vieux militants éprouvés du nationalisme, des cadres de la lutte clandestine et de l'organisation militaire qui dirigent l'action des maquis. Ils sont en grande majorité d'extraction populaire. Parmi les 17 membres suppléants on trouve un ancien centraliste peu connu et un ancien U.D.M.A., les autres sont encore en majorité des chefs du maquis.

Devant l'ampleur de la répression et les pertes subies parmi les dirigeants, l'état-major s'est regroupé maintenant à l'extérieur, en Tunisie et au Maroc, à proximité de la frontière algérienne, en vue d'un meilleur fonctionnement et d'une meilleure coordination de l'action politique extérieure. Si l'on passe en revue les neuf membres du C.C.E. qui a été renouvelé récemment, on constatera encore que les combattants du maquis y sont en majorité, les anciens de l'équipe héroïque du C.R.U.A. prédominent toujours, épaulés par un des principaux dirigeants du P.P.A. clandestin pendant et après la dernière guerre, le docteur Lamine, qui fut le président du groupe parlementaire M.T.L.D. en 1946, et le trésorier du mouvement, avant d'être éliminé brutalement

par Messali à la suite de divergences mal connues. Le docteur Lamine et Abane Ramdane, combattant de la première heure, sont considérés comme les éléments possédant le plus d'autorité parmi l'équipe dirigeante. Tous deux sont des nationalistes intransigeants possédant une bonne culture politique.

Le dépassement du mouvement nationaliste se marque par la participation active et quotidienne des larges masses à l'action. Par la part prépondérante, en particulier, prise dans la lutte par la masse des paysans pauvres et sans terres. La jeunesse paysanne fournit les effectifs les plus nombreux à l'Armée de Libération. Les cadres sont fournis en grand nombre par les éléments ouvriers des villes et par les étudiants qui remplissent souvent la fonction de commissaire politique.

Le dépassement s'exprime sur le plan politique par un certain abandon de la phrase grandiloquente et creuse au profit d'une politique plus concrète, plus précise, mieux élaborée, de mots d'ordres mieux ajustés qui répondent aux problèmes très concrets que le mouvement doit maintenant résoudre chaque jour. Les maquis vivant dans les campagnes de l'appui des masses paysannes doivent répondre aux besoins quotidiens de ces masses et à leurs revendications pour demain. Une nouvelle administration est née dans les villages, des assemblées du peuple sont constituées, animées par le F.L.N. Le problème agraire est devenu une des préoccupations essentielles des nouveaux dirigeants.

Le problème syndical, également oublié dans le passé, a reçu sa solution par la création d'une centrale syndicale nationale étroitement liée aux sections sœurs de Tunisie et du Maroc en attendant la réalisation de la confédération nord-africaine. La jeunesse est à l'avant-garde du combat et ses problèmes sont aussi envisagés de plus près. L'émancipation de la femme est devenue un sujet d'actualité du fait de la participation intrépide des femmes à l'action. Les leçons des expériences tunisienne et marocaine sont l'objet d'analyses lucides.

Tous ces problèmes et quantités d'autres ont trouvé leur place dans la plateforme du F.L.N. adoptée par le Congrès d'août 1956 qui marque une grande date dans l'évolution, dans la transformation du nationalisme algérien.

L'action armée menée au début par des groupes dispersés a pris rapidement une forme plus coordonnée. Le Congrès d'août 1956 a marqué également une date dans la création d'une véritable armée du peuple algérien. Des raisons politiques et d'efficacité militaire ont conduit les chefs du F.L.N. à s'orienter vers la constitution d'une armée s'apparentant de très près par son organisation, ses grades, ses uniformes, aux aspects d'une armée classique d'un pays souverain. Les effectifs de cette armée sont évalués à présent à près de 100.000 hommes sans compter la masse des suppléants qui remplit un rôle important. Les raisons internationales ont encore une fois compté pour beaucoup sans aucun doute, dans cette structuration de l'armée. (à suivre)

ROBERT. LEBLOND.

(1) Voir nos numéros 72 et 73.

## PAS DE RÉPONSE, C'EST AUSSI UNE RÉPONSE

« Avec ou contre Bellounis? », demandions-nous la quinzaine dernière à Rous, Marceau Pivert, Dechezelles, Ruff, Hervé, Lambert..., champions du M.N.A. contre le F.L.N. au nom de prétendus principes socialistes.

Il y a désormais plus de six semaines que les termes de l'accord de Bellounis avec les autorités françaises sont connus officiellement. Pendant ce temps, ces champions si empressés à condamner le F.L.N., et le F.L.N. seul, et à attiser une regrettable guerre fratricide, n'ont pas trouvé à dire un mot sur Bellounis. Cela éclaire la signification de leur campagne contre les « tueurs du F.L.N. » : les « principes socialistes » servaient seulement à attaquer l'organisation nationaliste algérienne qui dirige la lutte armée contre l'impérialisme français.

Bellounis, dans sa dernière déclaration, a pris ses distances par rapport au M.N.A. qu'il n'attaque d'ailleurs pas. Par contre, le M.N.A. reste lui aussi silencieux sur cette affaire qui implique le chef du seul maquis qu'il contrôlait. Mentionnons à ce sujet que, dans « Franco-Observateur », Martinet déclare que les amis de Messali Hadj lui demandaient depuis un certain temps de se désolidariser de Bellounis et que Messali s'y refusait, arguant qu'il connaissait Bellounis de longue date et qu'il avait confiance en lui.